

Les Français et la crise de la zone Euro

Sondage *Harris Interactive* pour *Le Nouvel Observateur*

Enquête réalisée en ligne du 4 au 7 novembre 2011. Echantillon de 1803 individus représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, à partir de l'access panel Harris Interactive. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

Quels sont les principaux enseignements de cette étude ?

- **Plus de huit Français sur dix (82%) déclarent être inquiets face à la crise que traverse actuellement la zone Euro**, quand seulement 16% ne se montrent pas inquiets. Cependant, l'inquiétude reste pour le moment relativement limitée, 60% se disant plutôt inquiets et 22% très inquiets. Les personnes les moins diplômées ont tendance à se montrer un peu plus inquiètes que les personnes les plus diplômées (86% contre 79%).
- **L'Europe et l'Euro n'apparaissent pas comme des protections face à la crise** : ainsi seuls 37% des Français considèrent que l'Union Européenne protège les citoyens des pays membres quand presque autant (32%) estiment au contraire qu'elle les fragilise. 44% jugent par ailleurs que l'Euro a tendance à amplifier les effets de la crise plutôt qu'à les atténuer (31%). Ce sont les membres des catégories populaires et les personnes les moins diplômées qui se montrent les plus critiques à l'égard des effets de l'appartenance de la France à l'Union Européenne et à la zone Euro.
- **Une majorité de Français souhaite néanmoins voir continuer à exister la monnaie unique**, avec l'ensemble des pays membres (44%), sans la Grèce (12%) ou sans les quelques pays aux situations les plus critiques (19%). Seuls 20% privilégient une disparition de l'Euro.

- Inquiets face à la crise, **les Français se montrent critiques face à l'aide que pourrait apporter la Chine à la zone Euro**. Moins d'un tiers de la population y voit une bonne chose tandis que 67% la considère comme une mauvaise chose.
- Dans l'ensemble l'enquête met à jour **une double structuration des représentations : sociale et politique**. Sociale en ceci que les personnes les plus fragiles économiquement font part de leurs inquiétudes et de leur scepticisme ; politique car les Français proches de la Droite et de l'UMP font plus part que les autres d'une confiance à l'égard de l'avenir et ce, probablement, consécutivement à l'activité du Président de la République.

Des Français inquiets face à la crise

Evocations spontanées associées à la crise économique et financière de la zone Euro

© Harris Interactive

harris

Dans le détail, on constate que les femmes (85% contre 79% des hommes), les personnes âgées de 65 ans et plus (87% contre 76% des 18-24 ans) et les moins diplômés (86% contre 79% des personnes ayant un diplôme supérieur à Bac+2) sont un peu plus inquiets que la moyenne. De même, **les sympathisants de Gauche (86%) font preuve d'un peu plus d'inquiétude que les sympathisants de Droite (77%)**, mais l'angoisse prédomine dans toutes les catégories de population.

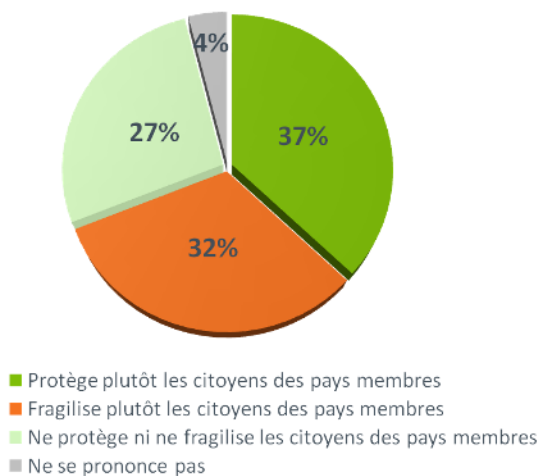
L'Europe peine à incarner une protection face à la crise

Inquiets face à la crise, les Français ne perçoivent pas majoritairement l'Europe comme un paravent protecteur face à cette crise. Ainsi, **s'ils sont 37% à penser que l'Union Européenne protège plutôt les citoyens des pays membres, 32% estiment au contraire qu'elle les fragilise plutôt** et 27% qu'elle ne les protège ni ne les fragilise. En ces temps de crise, les Français sont donc partagés quant au statut de l'Union Européenne : est-elle en mesure d'offrir une protection dans un contexte économique mondial difficile ? Ou constitue-t-elle au contraire une menace, voire le bras armé d'un capitalisme agressif qu'ils rejettent ? Dans cette manière d'appréhender l'Europe, **on retrouve des déterminants qui étaient ceux de la position lors du référendum pour le traité européen en 2005**. Les personnes âgées (44% des 65 ans et plus), les membres des catégories supérieures (43%), les personnes le plus diplômées (49%) et les plus aisées (62%) estiment davantage que l'Union Européenne est une protection, tandis que les personnes les moins diplômées (41%), les sympathisants du Front National (67%) et les classes moyennes inférieures (37% des personnes dont le revenu mensuel net du foyer est entre 1200 et 2300€ par mois) y voient davantage une institution qui fragilise la situation des peuples des pays membres. Politiquement, on constate que les sympathisants de l'Extrême-Gauche (18%) et du Front de Gauche (23%) ne croient pas en une Europe protectrice, tout comme les sympathisants d'Extrême-Droite (11%) alors que les sympathisants socialistes sont partagés (44%) et que les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts (54%), du MoDem (51%) et de l'UMP (59%) sont une majorité à penser que l'existence de l'Union Européenne protège plutôt les citoyens des pays membres.

Les Français sont partagés sur la capacité de l'Europe à protéger les citoyens face à la crise

Estimez-vous que l'existence de l'Union Européenne ... ?

- À tous -



© Harris Interactive

harris
INTERACTIVE

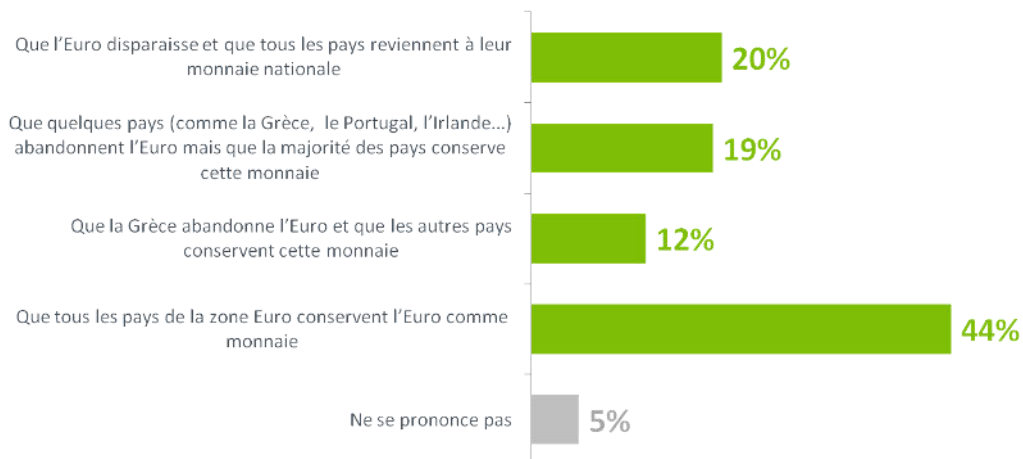
Le rapport à l'Euro est symptomatique du rapport ambivalent à l'Europe

Le rapport des Français à l'Euro symbolise également ces visions partagées. **Les Français restent majoritairement attachés à la monnaie unique** : ainsi seul un Français sur cinq souhaite la disparition de l'Euro, tandis que la grande majorité envisage que la France reste dans la zone Euro, certains redéfinissant néanmoins les contours de cette zone. 44% souhaitent que tous les pays membres conservent cette monnaie, 12% souhaitent en voir sortir seulement la Grèce et 19% souhaitent en voir sortir quelques pays en difficulté, comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande... On le voit, la majorité des Français souhaite que la monnaie unique perdure. Cependant, **près de la moitié d'entre eux (44%) considèrent qu'elle a plutôt tendance à amplifier les effets de la crise** quand 31% pensent que le fait d'avoir une monnaie unique contribue plutôt à les atténuer. 21% pensent que le fait d'avoir une monnaie unique n'a pas de conséquence sur les effets de la crise.

Près d'un Français sur deux souhaite qu'aucun pays ne sorte de la zone Euro

Quel scénario vous semble le plus souhaitable pour l'avenir ?

- À tous -



© Harris Interactive

harris
INTERACTIVE

Là encore, on retrouve **des lignes de fracture assez nettes** : ce sont les femmes (51%), les personnes de 35 à 64 ans (49%), les personnes détenant le bac ou un diplôme inférieur (53%), les sympathisants frontistes (73%), les personnes sans préférence partisane (52%) ou les personnes ayant un niveau de revenu entre 1200 et 2300€ (49%) qui déplorent le plus un effet amplificateur de l'Euro. Et c'est parmi ces catégories de population qu'on retrouve le plus grand nombre de partisans de l'abandon de l'Euro (30% des moins diplômés, 56% des sympathisants du FN). A l'inverse, les 65 ans et plus (43%), les CSP+ (36%), les plus diplômés (41%), les sympathisants du Centre-Droit et de la Droite (46%) et les plus riches (50%) sont plus nombreux que la moyenne à défendre l'hypothèse d'un Euro atténuant les effets de la crise. Et par conséquent à souhaiter voir la monnaie unique continuer à exister dans tous les pays membres.

Notons que si 41% de ceux qui reprochent à l'Euro un effet amplificateur des effets de la crise souhaitent voir revenir les monnaies nationales, 23% souhaitent « seulement » que l'Euro ne soit plus la monnaie des pays les

plus en difficulté, 9% plus celle de la Grèce et 24% souhaitent néanmoins que la zone Euro se maintienne telle quelle.

L'aide de la Chine apparaît comme une mauvaise chose aux yeux de deux-tiers des Français

29% des Français jugent que c'est une bonne chose pour l'Europe que la Chine puisse lui venir en aide financièrement, dont seulement 4% une très bonne chose. A l'inverse, **cela apparaît comme une mauvaise perspective pour 67% des Français, 27% y voyant même une très mauvaise chose.**

Toutes les catégories de population y voient majoritairement une mauvaise chose, même si les sympathisants UMP (44%) et les électeurs de Nicolas Sarkozy en 2007 (40%) y voient davantage que la moyenne une bonne chose pour l'Europe. Dans le détail, on relève également que ce sont les personnes les plus inquiètes face à la crise qui y voient le plus une mauvaise chose (74%, dont 41% une très mauvaise chose), percevant sans doute cette aide comme un signe supplémentaire du déclin de l'Europe face aux nouvelles puissances asiatiques.

* * * * *

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive-, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord, en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter www.harrisinteractive.fr

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe - 5-7 rue du Sahel – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr